

OGM: où en est le débat?

Les États pourront-ils refuser l'importation de produits de l'agrobusiness supposés à risques? La récente réunion de l'OMC sur l'abolition des frontières commerciales dans l'agriculture a ravivé la mobilisation contre les organismes génétiquement modifiés.

Une partie de la population mondiale ne mange pas à sa faim; les surfaces cultivables ne cessent de décroître: comment assurer la sécurité alimentaire de la planète en quantité et en qualité? Alors que cette question occupe de nombreux spécialistes de par le monde, un courant de pensée a fait particulièrement parler de lui ces dernières années, en affirmant que des solutions techniques pouvaient être trouvées à ce problème. Avec les organismes génétiquement modifiés (OGM), ou plantes transgéniques, le progrès technologique inventait un nouveau standard pour lutter contre la malnutrition.

Le principe en est simple: créer une nouvelle génération de plantes en modifiant les caractéristiques que la nature leur a attribuées, pour les rendre plus performantes. Comment? En introduisant dans leur patrimoine génétique des gènes étrangers capables d'en améliorer le rendement et la valeur nutritionnelle. Menées par des laboratoires de biotechnologie souvent liés à des firmes agro-industrielles, les recherches dans ce domaine aboutissent à la mise au point de variétés de végétaux plus résistants aux insectes (d'où moins d'insecticide et de fongicide), aux herbicides (utilisation réduite), au froid, à la sécheresse; des plantes tirant meilleur parti de l'azote du sol et de l'air (d'où un moindre usage de nitrates).

Ces manipulations portent sur tous les organismes vivants: plantes, animaux, micro-organismes. Elles n'hésitent pas à franchir les barrières entre les espèces, prélevant les gènes des uns pour les introduire dans les organismes des autres. En 1994 était commercialisée la première tomate modifiée pour en rallonger le temps de consommation et donc en ralentir le pourrissement.

Ainsi à un défi, alimenter la planète, on a répondu par un nouveau défi. Des dizaines de plantes hybrides, que rien ne distingue des espèces naturelles, envahissent désormais le marché: graines enrichies en protéines ou en huile, riz enrichi en vitamine A, céréales résistantes à la sécheresse, mais aussi maïs, betterave, coton, soja, colza, tabac, melon et autres fruits et légumes adaptés aux modes et aux goûts des consommateurs.

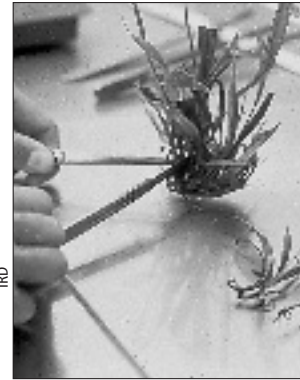
Toutefois, ces innovations effraient l'opinion publique qui pense qu'il aurait fallu les tester plus longtemps avant de les livrer à la consommation. S'inquiétant de l'absence de transparence qui entoure la mise au point et l'évaluation des OGM et du fait que cet outil soit laissé aux seules mains des industriels, la société civile réclame une concertation à l'échelle mondiale sur l'utilisation et le développement de ces produits.

▼ Aucune certitude de risque zéro

Si par ce procédé, la science a fait un bond prodigieux sur la sélection naturelle, force est de reconnaître que de très fortes incertitudes scientifiques pèsent sur ces produits dont on ne peut certifier qu'ils sont sans risques pour la santé et l'environnement. D'où un débat passionné où les points de vues sont extrêmes. Certes, les tests brandis par les laboratoires industriels affirment qu'ils sont sans danger pour la consommation humaine et animale. Mais des chercheurs s'interrogent sur les risques allergiques liés à ce type de produits, tandis que d'autres mettent en rapport le fait qu'un nombre croissant de malades meurent à cause de bactéries qui résistent aux antibiotiques et qu'il existe des plantes transgéniques qui contiennent un

gène résistant à certains antibiotiques. Or dans la plupart des pays, tant que la dangerosité d'un produit n'est pas prouvée, elle est ignorée. C'est au consommateur de se déterminer en fonction d'un étiquetage censé l'informer sur l'origine des produits qui lui sont proposés. Un consommateur bien désarmé face à ce qui reste un débat de spécialistes.

Ce flou est largement dénoncé par la société civile qui en appelle à un développement de la recherche publique sur les risques des OGM, arguant que dans un contexte de course au profit, nul ne sait à quelles dérives le consommateur peut être exposé. On l'a vu pour la 'Vache folle' et le 'poulet à la Dioxine'; les tentatives de lancement du gène *Terminator* en sont un autre exemple (voir encadré). Mais, jusqu'à la mobilisation récente des associations de consommateurs, des formations paysannes et des ONG qui ont perturbé en décembre dernier le sommet de l'OMC à Seattle (USA), ces réserves n'ont pas pesé lourd face à l'Organisation mondiale du commerce, figée dans son refus d'admettre qu'un 'principe de précaution' puisse s'opposer à ses règles multilatérales.



Expérimentation de plante transgénique en laboratoire

Terminator, le gène tueur

En octobre dernier, la firme Monsanto, premier producteur mondial de semences avec 70% du marché, annonçait officiellement qu'elle renonçait à commercialiser sa dernière trouvaille du nom barbare de Terminator. Un procédé destiné à rendre les graines stériles après une première récolte. Depuis toujours, les paysans stockent une part de leur récolte pour assurer leur semis la saison suivante. Réutilisation considérée comme un manque à gagner par les semenciers. Avec le gène Terminator qui devrait empêcher les graines de germer à nouveau, cette firme comptait développer sa politique de mise sous contrat des agriculteurs. Mais le procédé a suscité un tel tollé qu'elle a dû reculer sous la pression médiatique.



Expérimentation de palmiers à huile transgénique en Côte d'Ivoire

Si un produit ou une technologie fait courir un risque environnemental ou scientifique présumé, dans quelle mesure un État est-il libre d'en refuser l'importation pour protéger sa population? Réponse: les pays doivent se conformer aux normes de santé, d'alimentation et de composition des produits édictées par les instances supra-nationales (qui vont rarement à l'encontre des intérêts des grosses firmes). D'où l'impressionnante levée de boucliers contre les velléités de l'OMC à libéraliser plus largement le commerce des produits agricoles et de conférer à ses décisions la primauté sur les règles nationales. La vigilance reste donc de mise. Ainsi, des mouvements écologiques ont réussi à faire bloquer les autorisations d'entrée sur le marché de l'Union européenne, de nouvelles variétés d'OGM jugées insuffisamment sûres.

C'est que la matière vivante est issue d'un processus tellement complexe qu'il est difficile en l'état actuel, de prévoir la nature des interactions entre ces gènes et leur environnement cellulaire; ou encore entre le nouvel organisme et l'éco-

ystème. Qui peut prévoir l'effet à long terme sur la santé, d'un gène de hamster introduit dans une variété de céréale? Quelles peuvent être les conséquences sur l'écosystème et sur la faune, d'une dissémination d'OGM sur des cultures à grande échelle? Aucune réponse sûre, alors que la moitié du maïs et du soja vendus dans le monde est d'origine transgénique. D'où le combat des partisans de la prudence contre le discours rassurant qui fait des OGM l'avenir de l'agriculture.

▼ Contre la mise sous tutelle de l'alimentation

L'industrie des biotechnologies prétend pourvoir à la sécurité alimentaire de la planète? Propagande! répliquent ses contradicteurs. Les 35 millions d'hectares de transgéniques plantés (principalement aux États-Unis) sont presque totalement consacrés à l'alimentation animale (soja et maïs) ou à des usages industriels. Ils ne concernent guère les aliments qui font défaut aux populations les plus pauvres. Même dans ce cas, ils peuvent s'avérer dangereux, comme pourraient l'être les maniocs transgéniques formulés pour résister à des maladies sévissant en Afrique, mais dont les gènes résistants aux antibiotiques, pourraient miner la lutte contre certaines maladies comme la tuberculose.

L'utilisation d'OGM permettra de réduire la consommation d'insecticides, les plantes transgéniques pouvant produire leurs propres toxines insecticides? Pas si sûr rétorquent les experts. La résistance des plantes transgéniques aux insectes peut au contraire favoriser le développement d'insectes plus résistants et nécessiter l'utilisation d'insecticides encore plus puissants. Une inquiétude s'exprime également sur le risque de voir contrôler la production alimentaire mondiale par un pôle agro-industriel hégémonique mû par la seule logique du profit. Aujourd'hui, les cinq grandes firmes qui dominent le marché des semences modifiées contrôlent également les plus gros fabricants d'intrants. Leurs plantes ne peuvent être traitées que par des phytosanitaires de leur industrie, si-

non elles dépérissent et meurent.

Autre constat, les semences génétiquement modifiées placent les agriculteurs en situation de dépendance par rapport à leurs fournisseurs. Ils ne possèdent plus leurs semences, n'ont parfois pas le droit de réutiliser les graines récoltées (sous peine de procès, aux États-Unis), se contentant de les louer pour une récolte aux multinationales qui les ont brevetées.

Pour l'heure, les graines transgéniques étant très coûteuses, la plupart des agricultures africaines n'y ont pas vraiment accès, même si des recherches sont expérimentées en Côte d'Ivoire sur l'igname, le coton ou le palmier à huile. Mais, compte tenu des avantages promis par ce procédé qui, selon ses promoteurs, permettrait de produire des plantes plus nutritives sur des environnements jusque-là difficiles à exploiter, elles risquent d'y venir progressivement comme l'ont déjà fait l'Afrique du Sud, la Chine, l'Argentine ou le Brésil. D'autant qu'après s'être adressée aux exploitations intensives tournées vers l'exportation ou l'agro-alimentaire, l'industrie semencière ne cache pas ses visées sur les pays en développement où les semences encore produites par les agriculteurs, concernent 90% des plantations. Un marché certes prometteur, mais qui ne ferait qu'accroître la dépendance des paysans. Cette perspective reste inquiétante dans la mesure où le transgénique pourrait détruire l'équilibre d'une agriculture vivrière à base de végétations spontanées considérées comme de mauvaises herbes car non consommées au Nord, alors qu'elles sont utilisées à des fins alimentaires et thérapeutiques par les populations locales ■

Sylvia Serbin

Biopiratage du Sud

Une grande partie de la recherche pharmaceutique s'intéresse à la pharmacopée traditionnelle des pays du Sud. L'insertion de gènes d'espèces tropicales dans des plantes adaptées au climat tempéré soulève la question des bénéfices tirés de l'exploitation de ces ressources. Les pays en développement sont d'autant plus inquiets, qu'à terme, des productions par génie génétique pourraient se substituer totalement aux productions naturelles. Dans le domaine agricole, la production de vanille à faible coût, à partir de champignons génétiquement modifiés pourrait détruire l'économie de Madagascar. Autre exemple, une firme a breveté une variété de colza transgénique enrichi qui pourrait réduire les importations d'huiles tropicales.

Courrier de la planète, n° 46, dossier spécial OGM, juillet-août 1998.

Pour en savoir plus

• *Plantes transgéniques, une menace pour les paysans du Sud.* R. de la Perrière, Franck Seuret, éd. Charles Léopold Meyer.

• *Défis Sud: édition spéciale sur Les enjeux de l'agriculture au xx^e siècle.* Bruxelles, nov. 1999.

• *Courrier de la Planète.* Solagral, numéro spécial OGM, août 1998

Une sélection de sites existe sur le Net. Faire la recherche sur OGM.